

2 Politique

**Interview du directeur de cabinet du chef l'État chez nos confrères de "Jeune Afrique"
"À sa manière, le Gabon vient lui aussi d'entrer dans le nouveau monde"**

J.K.M
Libreville/Gabon

Sans occulter les échecs et réussites du premier mandat du président de la République, Brice Laccruche Alihanga s'est dit convaincu que la stratégie actuelle fera de notre pays une des locomotives de l'Afrique francophone à l'horizon 2023-2030.

L'INTERVIEW du directeur de cabinet du président de la République, Brice Laccruche Alihanga, parue récemment chez nos confrères de "Jeune Afrique" est riche d'enseignements à plus d'un titre. Tant les propos livrés par ce proche collaborateur du chef de l'État traduisent, d'une certaine manière, les grandes lignes qui sous-tendent quotidiennement l'action d'Ali Bongo Ondimba à la tête de notre pays. À ce titre, fort de l'expérience du premier mandat, où "il y a eu des avancées importantes, mais aussi des erreurs dans le choix des hommes et le contrôle de leur travail", Brice Laccruche Alihanga a clairement laissé entendre que, "le temps de l'impunité est révolu". Dans ce sens, a-t-il précisé,



Brice Laccruche Alihanga, lors d'une récente réunion avec les autorités douanières du port d'Owendo.

toute la lumière sera faite sur les affaires initiées dans le cadre de l'opération Mamba. Avec, en filigrane, l'ambition "d'en finir avec la gabegie et la corruption" qui n'ont que trop gangrené notre société. C'est à croire que tous ceux qui croyaient avoir échappé à la morsure du serpent ne sont pas, tant que cela, à l'abri du Mamba. Et, il y a fort à parier que dans les tout prochains jours, plusieurs compatriotes devraient, à l'image de ceux déjà incarcérés à titre préventif à la Maison d'arrêt de Li-

breville, répondre de leurs actes. Conscient de la difficulté d'éradiquer ces maux ancrés "depuis quarante ans" dans les mentalités de plusieurs responsables, M. Laccruche Alihanga n'en a pas moins perçu une lueur d'espoir. D'autant que, a-t-il avancé, "les comportements vont changer. Ils ont d'ailleurs commencé de le faire avec l'arrivée de managers venus de la diaspora ou qui n'étaient pas aux affaires pendant le premier mandat". À la lumière de ces propos, on comprend sans doute mieux le rajeunissement des cadres actuellement opéré au sein de l'administration publique. Ce qui n'est rien d'autre qu'une volonté de confier des responsabilités à des jeunes talents, qui n'ont

pas été formatés à un logiciel éculé depuis quatre décennies, source de nombreux dysfonctionnements de notre société. Rien à voir donc avec une quelconque ambition de certains de contrôler l'appareil politico-administratif. En ce sens, a-t-il laissé entendre, "le chef de l'État n'a pas hésité à remanier en profondeurs son gouvernement, ainsi que la haute administration. Il veut une rupture rationnelle, avec un style beaucoup plus directif que par le passé". Comme quoi, la volonté de réforme du numéro un gabonais est inébranlable. Que les uns et les autres se le tiennent pour dit, rien ne pourra le détourner de cette voie. L'émergence de notre pays est sans doute à ce prix. Du reste, a relevé M. Laccruche Alihanga, "le problème, encore une fois, n'est pas la stratégie - qui est bonne et qui, j'en suis convaincu, va faire du Gabon l'une des locomotives de l'Afrique francophone à l'horizon 2023-2030 - c'est surtout le choix des hommes chargés de la mettre en œuvre". C'est dire que la page des anciens schémas et méthodes est définitivement tournée. D'où, a-t-il lâché, "à sa manière, le Gabon vient lui aussi d'entrer dans le nouveau monde". Non sans avoir souligné que "les législatives auront bien lieu. C'est désormais une question de semaines".

Max-Anicet Koumba candidat à Moabi

J.K.M
Libreville/Gabon

Pour le président du Rassemblement des Gaulois, sa candidature est en partie motivée par l'ambition de barrer la route, dans le chef-lieu du département de la Douigny, aux comploteurs tapis dans la majorité républicaine et sociale pour l'émergence.

BIEN que la date du prochain scrutin législatif ne soit pas encore fixée, plusieurs acteurs politiques

affichent clairement leurs ambitions de briguer, le moment venu, les suffrages de leurs compatriotes. C'est le cas du président du Rassemblement des Gaulois (RG), Max-Anicet Koumba, qui s'est déclaré candidat aux élections législatives à venir à Moabi. C'était au cours d'une déclaration rendue publique, récemment, au siège de sa formation politique, sis à Awendjé, dans le 4e arrondissement de la commune de Libreville. Il pourrait, à cette occasion, croiser le fer, entre autres, avec le président de l'Alliance pour le changement et la restauration (ACR), Bruno Ben Mou-



Le président du RG, Max-Anicet Koumba, lors de sa déclaration de candidature.

bamba. Lequel, selon certaines indiscretions, se verraient bien poser ses valises du côté du chef-lieu du département de la Douigny. Quoiqu'il en soit, à enten-

dre le premier responsable du RG, sa candidature est sous-tendue par la volonté de contrecarrer "les intentions des comploteurs tapis dans la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, qui voudraient substituer, à Moabi, la majorité d'Ali Bongo Ondimba par leur calendrier caché". D'où, a-t-il clamé, "le RG met en garde ceux qui profitent de leurs hautes fonctions pour jouer aux pyromanes, en allant incendier ailleurs et prêcher la haine dans le chef-lieu de la Douigny contre l'irréversible Gabon émergent. Tout en dénonçant ces manipulations et condamnant les manœuvres d'hostilité

injustifiables contre la majorité dans cette localité". Réaffirmant sa fidélité et celle de son écurie politique à Ali Bongo Ondimba, Max-Anicet Koumba a condamné de la plus forte des manières les "dérèglements antidémocratiques regrettables survenus dernièrement à l'ambassade du Gabon en France". Tout en se félicitant de la récente modification constitutionnelle, qui "permet au chef de l'État de disposer de tous les éléments pour juger les hommes et leurs actions, d'apprécier en pleine connaissance de cause l'application correcte du Plan stratégique Gabon émergent".

Tribune des Partis Politiques

Comme un air de précampagne

"LA vie est un combat où l'issue de la lutte dépend du soin que l'on apporte à se préparer à vaincre", affirmait Jean Brun. Au regard de ce qui se voit, affirmer, aujourd'hui, que notre pays respire un air de précampagne des législatives, est tout simplement une litote. En effet, depuis plus d'un mois maintenant, entre les déclarations de candidatures à n'en plus finir et les descentes régulières des politiques sur le terrain, il y a lieu d'admettre que nous sommes sous l'emprise de la fièvre... pré-électorale. Formation politique au pouvoir depuis 50 ans, le Parti démocratique gabonais (PDG) a déjà mis sa machine en branle. Il y a quelques jours, il invitait sa base militante nationale et l'ensemble de ses sympathisants à aller s'inscrire sur les listes électorales. Ce d'autant que l'opération de révision, qui a débuté le 15 juin der-

nier sur toute l'étendue du territoire national, est appelée à durer 15 jours francs. Mieux, la secrétaire générale adjointe 4 en charge de l'UFPDG, Mme Chantal Mebaley et plusieurs membres de son bureau national ont entamé, par Libreville, une campagne qui se poursuivra d'ailleurs dans les autres chefs-lieux de provinces, à l'effet de sensibiliser et de conscientiser la base militante sur la nécessité qui s'impose de se faire enrôler massivement. Dans l'Ogooué-Lolo, en sa qualité de secrétaire nationale chargée de la Communication du Parti, et de l'Animation politique pour le compte de l'Ogooué-Lolo, Dina Koussou, procède actuellement, dans ladite province, à la restructuration des structures de base et à l'installation de leurs nouveaux membres. Tout cela, apprend-on, parce que

le directoire du PDG en est conscient de ce que - au vu du contexte politique actuel fait de bouderie et de désintérêt - la reconquête du terrain s'avère nécessaire pour garantir au "parti de masse" des lendemains électoraux plus ou moins prometteurs. L'ayant aussi compris, bien d'autres écuries politiques, à l'exemple de l'Union nationale (UN), le Centre des libéraux réformateurs (CLR), le Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS), "Les Démocrates", le Rassemblement Héritage et Modernité (RHM), le Parti social démocrate (PSD)...ont décidé d'emboîter le pas. Pour creuser leur sillon. Du coup, à l'observation, et cela davantage depuis la mise en place du Centre gabonais des élections (CGE) et le lancement, vendredi écoulé, de l'opération de révision des listes électorales, plusieurs formations politiques multiplient

des "randonnées" sur le terrain. Certaines d'entre elles, apparemment, sont à la recherche d'une "virginité politique". Du reste impensable. D'autres se situent dans l'optique d'emberlificoter un électoral national devenu difficile à manœuvrer, du fait des promesses de certains hommes politiques restées pour la plupart au stade de simples professions de foi. D'où les chantages qui se font entendre ici et là, plusieurs pans de la société posant désormais des conditions pour une éventuelle participation au prochain scrutin. Le cas, comme on peut le lire sur la toile, des habitants d'un quartier populaire de la commune d'Owendo dont le préalable, avec "effet immédiat", est l'alimentation de leur circonscription en eau et électricité. Il fallait s'y attendre ! Si tant est qu'aujourd'hui, par-delà les consi-

dérations politiques du moment, nombre des compatriotes pensent, au vu de la situation sociale actuelle, très précaire devenue, que l'urgence est d'asseoir un large "programme de stabilisation et de révision économique". Pour lénifier, peu ou prou, les préoccupations des populations dont les effets induits, nés de la crise économique qui sévit, ont une incidence assez néfaste sur leur quotidien. Mais on n'a pas l'impression que trouver un contenu rassurant à toutes ces doléances reste la priorité. Vu que la quasi-totalité du potentiel intellectuel et humain est exclusivement mobilisée à la préparation des législatives. Reléguant ainsi, en arrière-plan, l'essentiel : la recherche des solutions aux problèmes sociétaux. Oubliant que c'est à force de tromperie, que le peuple est devenu la mule du pape...